L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 24 JUIN 1886.

Cercle de la Harpe Eolienne.

Nous avons eu le plaisir d'entendre la première et la seconde partie du Concert vocal et instrumental, donné hier à l'Opéra par le Cercle de la Harpe Eolienne. Un succès qui s'ajoute à beaucoup d'autres; et d'autant plus flatteur qu'il a été consacré par un public nombreux, un public vraiment d'élite, et où les dames étaient en très grande majorité.

Nous parlerons de cette soirée dans un prochain numéro.

LOC-QUET-LEROY INSTITUTE.—Celui qui serait passé hier soir devant l'Opéra et qui y repasserait ce soir, pourrait croire, on le voyant tout éclairé, qu'on plein mois de join l'exploitation de notre scène me française a repris son cours.

Hier c'était le tour de la Harpe Eolienne; aujourd'hui ce sera celui du Loc-quet-Leroy Institute. C'est la fête annuelle de ce Pensionnat qui va se donner, et vous savez qu'elle a toujours un très vif attrait.

On nous en avait annoncé le programme, mais nous l'avons attendu vainement. Force nous est donc de ne donner aucun détail à ce sujet. Disons seulement que les invitations ont été faites en grand nombre, et que la salle de l'Opéra sera certainement pleine.

A vous de prendre les devants, si vous tenez à vous procurer des places convenables. Elles seront très courues.

On commencera à sept heures et demie.

WEST END. — Vous vous rappelez quelle foule immense s'était rendue dimanche dernier, au West End, pour y voir l'ascension du professeur J. R. Elliott. Par malheur, elle a été désappointée; un accident qu'il était impossible de prévenir, ayant empêché cette ascension. Pendant l'opération toujours longue du gonflement de la sphère, le feu y a pris, et il a été impossible de réparer aussitôt cette avarie.

Néanmoins la mésaventure n'a nullement découragé M. Elliot. A cette heure son ballon est prêt, et demain il donnera aux visiteurs du West End le spectacle forcément remis.

Il est probable que la plupart des désappointés de dimanche reviendront là demain.

Dans cette prévision la Compagnie a pris toutes les dispositions nécessaires pour que ses chars puissent transporter aisément 20,000 personnes.

Cette fois l'attraction aura lieu à six heures et demie. On sait que l'aérostier ne se contentera pas de s'élever dans les airs. Il fera plus osé que cela. Au lieu de nacelle il n'aura pour point d'appui qu'un trapèze ordinaire, et sur ce trapèze exécutera de merveilleux exercices de gymnastique aérienne.

Avec le concert voilà le programme de demain.

Ce soir, le concert accoutumé par l'orchestre du professeur Vogel.

FORT ESPAGNOL.—Le Fort Espagnol a eu, lui aussi, sa contrariété. La direction avait préparé, pour la soirée de mardi, un splendide feu d'artifice, composé de trente pièces, et manufacturé par M. Louis J. Witte. Mais de rechef la pluie a joué un vilain tour. A l'heure même où elles allaient être tirées, l'averse est survenue, et malgré la foule accourue là pour assister à ce spectacle donné gratis, bon gré mal gré, il a fallu y renoncer.

Néanmoins ce contretemps n'a pas réussi à décontenancer complètement M. Witte. En dépit de l'ondée, il a lancé de nombreuses bombes, qui ont donné une idée de son savoir-faire.

Le même feu d'artifice, que l'eau n'a pas atteint, sera tiré après-demain samedi, à l'arrivée du train de huit heures.

Parmi les pièces annoncées nous remarquons une illumination par de gigantesques soleils multicolores; des effets de kaléidoscope; des bombes à sifflet; un torrent roulant des ondes d'argent; une bombe finissant en serpent; une pluie de pierres précieuses; des bombes florales.

Avant et après le feu d'artifice, concert sous la direction de M. Sontag.

Aujourd'hui, comme chaque jour, concert instrumental en quatre parties, de cinq heures et demie à dix.

MILNEBURG OPERA HOUSE.—On annonce pour aujourd'hui, au Milneburg Opera House, un spectacle composé de vaudevilles, de scènes burlesques et de chant.

Ne pas oublier ce détail: l'entrée du théâtre est offerte gratis à tous.

JOCKEY CLUB.—Pour cause de mauvais temps, la fête de nuit du Jockey Club, qui devait avoir lieu hier, a été renvoyée au mercredi 30 juin.

JEANNERETTE.—Depuis bien des années déjà on néglige fort le Quatre Juillet; notre grande fête nationale passe presque inaperçue. La petite ville de Jeannerette, sur les bords du Bayou Tèche, ne se laisse point gagner par le mauvais exemple. Les habitants en restent patriotes. Aussi font-ils de beaux préparatifs pour fêter le prochain Quatre Juillet qui, cette année, tombe un dimanche.

Nous recevons de nos amis de là-bas un programme qui nous apprend que la fête sera complète; qu'elle occupera et la journée et la nuit.

Il y aura Parade des Pompiers, Grand Tournoi, Courses de chevaux, Courses à pied, Tir, Jeux de toutes sortes, et musique par l'orchestre militaire Alice.

Voilà pour les plaisirs de la journée.

Ce qui représentation de pièces françaises par le Club dramatique de l'endroit; feu d'artifice et enfin Grand Bal.

On le voit, nous avons raison d'écrire que la célébration sera complète.

La parade des Pompiers commencera à onze heures du matin.

Tandis que la garnison de Metz comprend 18,000 hommes, répartis dans la division de campagne et dans les troupes de forteresse, nous n'avons, à Nancy (écrit le *Journal du Havre* du 9 juin—que 3 régiments d'infanterie et 4 escadrons de hussards. Ce n'est même que depuis l'an dernier que le 57e de ligne, qui tenait Troyes, a rejoint, à Nancy, le 26e et le 69e.

On projette, depuis longtemps, de compléter la 11e division, en lui envoyant un quatrième régiment de chasseurs à cheval, le 7e, actuellement à Neufchâteau. Cette mesure ne pourra malheureusement, recevoir son exécution qu'après que le casernement de Nancy aura été complété.

Les besoins du service ont successivement amené l'état-major général à enlever les bataillons de chasseurs au rôle mal défini qui leur était caffété, dans l'intérieur des corps d'armée. Les 1er, 2e, 3e, 6e, 7e, 8e, 9e, 11e, 14e et 15e corps ont, seuls, conservé 1 bataillon de chasseurs, dans leur formation normale. Et encore, ceux des 7e et 7e corps, à Longwy et Besançon, ont à remplir, au jour de la mobilisation, une mission défensive toute spéciale.

La commission des conseils généraux de France a adopté la proposition de M. Siegfried, c'est-à-dire qu'elle a décidé que tous les cantons ayant plus de 25,000 âmes auraient désormais deux conseillers généraux au lieu d'un.

Cette mesure aura pour effet d'augmenter de 145 le nombre des conseillers généraux de toute la France, qui est actuellement de 3,066 au chiffre rond.

Si l'on excepte l'Algérie et la Seine, dont les conseils généraux sont régis par des lois spéciales, la disposition votée par la commission s'appliquera à 47 départements sur 86.

Trente-neuf départements n'ont aucun canton possédant une population supérieure à 25,000 âmes et, par suite, ne recevront pas de conseillers généraux supplémentaires; ces départements sont les suivants: Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes, Aveyron, Calvados, Cantal, Charente-Inférieure, Corrèze, Corse, Creuse, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Gers, Ille-et-Villaine, Jura, Loir-et-Cher, Loire (Haute-), Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Marne (Haute-), Meuse, Morbihan, Puy-de-Dôme, Pyrénées (Hautes-), Saône (Haute), Savoie, Savoie (Haute-), Seine-et-Marne, Sèvres (Deux-), Somme, Tarn-et-Garonne, Vienne et Yonne.

M. T. Colani écrit, dans la *République Française* du 10 juin:

Ce que nous disions il y a deux mois, nous ne pouvons que le répéter aujourd'hui, tant notre attente s'accroît. Il semble que chez tous les peuples libres la notion du pouvoir nulle s'affaiblissant. Si l'ordre règne dans le système solaire, c'est que la force centripète et la force centrifuge s'y font équilibre: dans le monde politique, la force centrifuge l'emporte, à peu près partout, à mesure que progresse la démocratie. Fait très grave! Car si, à la fin du dix-neuvième siècle, il ne devait y avoir de gouvernement digne de ce nom que dans les pays autocratiques, que deviendrait la civilisation?

Je crains bien, en tout cas, que sur le navare portant le pavillon de la reine Victoria, la boussole ne soit affolée pour longtemps.

OFFICIEL.

LOIS

VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1886.

[No 17. LOI

Pour suppléer à la perte d'archives publiques, de livres et autres papiers détruits dans l'incendie de la maison de cour de la paroisse Vermillion, le 7 avril au matin, mil huit cent, quatre-vingt-cinq.

Attendu qu'avis public a été donné pendant trente jours, dans le *Méridional*, journal publié dans la paroisse Vermillion, ayant caractère officiel, dans les termes suivants:

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de l'article 48 de la Constitution de cet Etat, le soussigné a l'intention de s'adresser à l'Assemblée Générale de cet Etat pour en obtenir le vote du bill suivant: "Acte pour suppléer à la perte des archives publiques et d'autres papiers consumés dans l'incendie de la Maison de Cour de la paroisse Vermillion, le 7 avril au matin, 1885.

GEO. M. ELDREDGE,
LASTIE BROUSSARD,
R. P. O'BRYAN.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les originaux de pièces judiciaires faisant partie du dossier d'une affaire quelconque pendante à la Cour de district ou de circuit de la paroisse Vermillion, et détruits dans l'incendie de la maison de Cour de la dite paroisse, le 7 avril 1885, ainsi que tous les papiers, plaidoyers, cautionnements et autres pièces appartenant au dit dossier et en faisant partie, pourront être rétablis par le fait du demandeur ou défendeur enregistrant au greffe de la dite Cour une copie dûment certifiée de l'original de la pétition, ou par une motion faite à la Cour en session ou en chambre, signifiée à la partie adverse, laquelle contiendra le nom et la résidence des parties, la nature de la demande, le motif de l'action judiciaire, la date de l'enregistrement du l'original de la pétition, la signification aux parties, le tout autant que l'on pourra s'en assurer, ainsi qu'un état des plaidoiries, les ordres décrétés, les cautionnements enregistrés, avec l'attestation sous serment des parties ou de leurs avocats quant à la vérité des faits reconnus; cette motion étant enregistrée, un *rule* sera signifié à la partie adverse pour déclarer, dans les dix jours qui suivront la signification, les raisons pour lesquelles ladite affaire, les plaidoyers, décrets de cour et cautionnements ne seraient pas rétablis. S'il est fait une réponse audit *rule*, il devra être accompagnée du serment de la partie ou de son avocat quant à la vérité des faits énoncés par l'une ou l'autre, et il suffira que chaque partie déclare sous serment qu'il énonce les dits faits au mieux de sa connaissance et de sa croyance.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que sur la production d'une copie certifiée de l'original d'un jugement quelconque, soit de la Cour de District de la paroisse, de la Cour de Circuit, de la Cour Suprême, ou de copies certifiées des pièces susdites émanant des archives des hypothèques judiciaires, le greffier de la Cour de ladite paroisse Vermillion, est par le présent autorisé à émettre les ordres d'exécution ordinaires.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., Que dans tous les cas où un acte de vente, un *title bond*, hypothécaire, ou bon de privilège, un jugement ou autre document écrit, enregistré ou déposé dans un bureau quelconque de la maison de Cour, aura été détruit par le feu le 7 avril 1885, au matin, mais que l'original ou une copie certifiée du titre, ou bien encore une copie certifiée des archives se trouvera en la possession de la personne qui y a droit, celle-ci peut tout remettre en règle en faisant enregistrer à nouveau ledit original ou lesdites copies dans le bureau du greffier, ex-officio recorder de ladite paroisse. Cet enregistrement aura une valeur rétrospective et plein effet à partir du jour de l'enregistrement primitif. Dans le cas où il n'existera pas d'original ni de copie certifiée, toute personne intéressée pourra en obtenir le rétablissement en s'adressant à la cour de district de ladite paroisse, ou au juge de district, siégeant ou en chambre, au moyen d'une pétition assermentée dans laquelle sera décrit le titre, acte de vente, *title bond*, privilège hypothécaire, bon, jugement, ou toute autre pièce écrite, avec autant d'exactitude que possible, avis de cette demande sera donné au vendeur, débiteur, répondant ou toute autre partie d'intérêt contraire, ou, si ceux-ci sont morts, à leurs héritiers ou ayant-cause, soit en personne, soit par une notification publique dans le journal officiel de la paroisse Vermillion. Cet avis renfermera un exposé succinct et net du but de ladite demande, les noms des personnes ayant un intérêt opposé ou qui possédaient un titre quelconque au sujet de la demande formulée devant la cour; il mentionnera aussi l'époque où il sera statué sur la demande et les délais accordés pour répondre contradictoirement de qui de droit.

Dans le cas où l'avis ci-dessus sera donné par la voie des journaux, il faudra qu'il soit publié au moins deux semaines de suite, la dernière publication ayant lieu six semaines au moins avant qu'il soit statué sur la demande. S'il n'y a pas de journal publié dans la paroisse, les publications auront lieu dans un journal de la Nouvelle-Orléans. Les parties citées personnellement devront également avoir pour répondre les mêmes délais que dans les procès ordinaires. Dans tous les cas, la réponse des défendeurs doit être faite sous serment et admettre ou nier les faits en tout ou en partie. Il ne sera pris connaissance d'aucun autre fait que l'existence ou la non-existence du document dont le rétablissement est demandé. Lorsque les défendeurs auront répondu, ou que, à défaut de réponse, un jugement devra être rendu quand même, et, en outre, que les délais légaux seront expirés, le juge siégeant ou en chambre, selon le cas, prendra connaissance de l'affaire et, après avoir entendu les témoignages, rendra un jugement rétablissant ou ne rétablissant pas le titre, acte de vente, *title bond*, privilège hypothécaire, bon, jugement, ou tout autre document écrit, dont l'existence aura été prouvée et qui aura été détruit, comme il est dit ci-dessus. Le jugement dont il s'agit renfermera un exposé de la nature et du but du document rétabli; il pourra ensuite avec les preuves à l'appui, être enregistré dans les archives ordinaires; et une fois enregistré il produira un plein effet rétrospectif à partir du jour où l'enregistrement primitif a eu lieu, ayant ainsi une valeur aussi complète que l'original détruit.

Sect. 4—Il est de plus décrété, etc., Que dans le cas où le défendeur sera absent de l'Etat, le fait devra être déclaré sous serment dans la pétition; le juge nommera alors un curateur ad hoc pour représenter l'absent, et toutes les significations et assignations ordinaires seront adressées à ce curateur. Le serment du demandeur accompagnant sa pétition sera considéré de prime abord comme la preuve de l'existence du titre, acte de vente, *title bond*, privilège hypothécaire, bon, jugement ou autre document écrit, mais cette preuve pourra être combattue par des témoignages opposés produits sous serment par le défendeur,

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc., Que l'enregistrement d'une copie certifiée d'un acte d'une nature ou caractère quelconque, aussi, bien que l'enregistrement d'un acte des archives d'un notaire, ou une copie certifiée dudit acte, faite avant le vote de cette loi dans les archives du greffier de la Cour, ex-officio recorder de la paroisse Vermillion, aura la même valeur et le même effet que si l'enregistrement avait eu lieu après le vote de la dite loi. La validité en sera pleine et entière.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., Que les frais encourus dans une affaire pour rétablissement de titre seront payés par la partie déboutée, quand il y a défense; néanmoins le juge prenant connaissance de l'affaire pourra, s'il le croit équitable, répartir les frais entre les deux parties. Quand il n'y aura pas d'opposition, les frais seront acquittés par le demandeur.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, etc., Que les dispositions de cette loi n'empêcheront pas le rétablissement d'un jugement rendu sur des preuves orales, si l'original a été détruit dans l'incendie de la maison de cour ci-dessus.

Sec. 8—Il est de plus décrété, etc., Que dans tous les cas où il y aura des frais afférant au greffier, shérif, recorder de paroisse, ou tout autre fonctionnaire, ces frais leur seront alloués, comme dans toute autre affaire, d'après le compte qu'ils en feront sous serment.

Sec. 9—Il est de plus décrété, etc., Que les dispositions de cette loi s'étendront et s'appliqueront au rétablissement de tous jugements, procédures, billets, déclamations, devant la troisième justice de paix de la petite paroisse, qui auront pu être détruits par l'incendie ci-dessus. Il sera procédé dans ce cas devant la troisième justice de paix comme devant la cour de district.

Sec. 10—Il est de plus décrété, etc., Que le serment exigé des parties par cette loi sera prêté au mieux de leur connaissance et croyance.

Sec. 11—Il est de plus décrété, etc., Que le greffier d'Etat est requis de fournir à la Cour de district de la paroisse Vermillion tels livres et duplicatas de rapports de la Cour Suprême qu'il peut avoir en main, pour remplacer ceux qui ont été détruits dans l'incendie de la Maison de Cour, contre remise, par le greffier de la cour, d'un état assermenté des livres et rapports perdus.

Sec 12—Il est de plus décrété, etc., Que dans toutes les affaires criminelles, on les actes d'accusation enregistrés par l'avocat de district auront été détruits par l'incendie de la maison de cour de la paroisse Vermillion, le dit avocat de district est par le présent autorisé (et l'ordre lui en est donné) à enregistrer de nouveaux actes d'accusation pour remplacer les pièces détruites par le feu. Le grand jury pourra également enregistrer des actes d'accusation dans les cas mentionnés dans cette section. Il est bien entendu aussi qu'il ne résultera aucune prescription de la destruction des originaux.

Sec. 14—Il est de plus décrété, etc., Que les verdicts de jurys rendus dans des affaires criminelles, dans la paroisse Vermillion, détruits dans l'incendie de la maison de cour de ladite paroisse, pourront être rétablis à la demande de l'avocat de district ou de la partie jugée, faite soit pendant la session de la Cour ou au juge en chambre. Le texte de la motion devra être signifié à l'avocat de district ou à l'accusé, selon le cas; elle indiquera le nom du défendeur, la nature du crime dont l'accusé a été trouvé coupable ou dont il a été acquitté, la date, la nature et le caractère du verdict. Cette motion sera faite sous serment par l'avocat de district de la partie jugée, et quand elle sera enregistrée, signification sera faite à l'avocat de district ou à la partie accusée, selon le cas, de venir dans les dix jours qui suivront déclarer les raisons pour lesquelles le verdict ne serait point rétabli. S'il est fait une réponse à cette motion elle devra être accompagnée du serment (au mieux de sa connaissance et croyance) de la partie accusée ou de son avocat. Dans le cas où la partie accusée ne réside pas dans la paroisse Vermillion ou s'est enfuie, il suffira de publier un avis, deux fois en dix jours, dans le journal officiel de la paroisse de Vermillion.

Sec. 15—Ils est de plus décrété, etc., Que immédiatement après la promulgation de la présente loi, il sera du devoir du l'enregistreur des votants de la paroisse Vermillion de procéder au renouvellement des livres d'enregistrement détruits par le feu. En outre des pouvoirs qui lui sont déjà attribués par la loi générale sur les élections et les lois sur l'enregistrement, le dit enregistreur est par les présents autorisé à inscrire dans les nouveaux livres les noms de toutes les personnes qu'il sait avoir été enregistrées autrefois ainsi que les noms des personnes qui, selon la déclaration sous serment d'un citoyen digne de foi, auront été enregistrées dans le passé. Il est bien entendu que rien dans cette section ne devra être interprété comme modifiant les devoirs de l'enregistreur en vertu des lois générales d'enregistrement de l'Etat.

Sec. 16—Il est de plus décrété, etc., Que les dispositions de cette loi ne s'étendront pas au-delà du 1er janvier 1900. Il est bien entendu aussi que cette limitation ne s'appliquera pas aux procédures pendantes à cette époque et non décidées.

Sec. 17—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera mise en vigueur dès qu'elle sera votée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé ce 21 juin 1886,
JO. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 24 juin 1886.— Pour le Mississippi, la Louisiane et le Texas — Temps, vents variables, température stationnaire.

Les rivières restent presque stationnaires.

Température du 23 juin 1886.

Thermomètre de R. Schmitz, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin.....	78	25.5
Midi.....	88	31
3 P. M.....	79	26
6 P. M.....	79	26

Nile-Orléans, 23 juin 1886, 2 p. m.
Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Atlanta.....	81	Nashville, Tenn...	69
Augusta, Ge.....	84	Pittsburg, Pie.....	73
Savannah, Ge.....	84	Saint, Ill.....	72
Mobile, Ala.....	82	Davenport, Iowa..	74
Montgomery, Ala..	82	Dubuque, Iowa....	72
Vicksburg, Miss..	83	Keokuk, Iowa....	77
Galveston, Tex....	84	La Crosse, Wis....	73
Indianola, Tex....	91	St. Louis, Mo.....	77
Shreveport, Miss..	86	St-Paul, Minn.....	70
Corsicana, Tex....	—	Leavenworth, Kan.	87
Chattanooga, Tenn	77	Omaha, Neb.....	77
Cincinnati, O.....	71	Yankton, D. T....	78
Louisville, Ky....	73	Key West, Fla....	94
Memphis, Tenn....	69	Nile-Orléans Le...	74

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Conrad Buck à Mlle Caroline Bassermeyer.
George Lenfant à Mlle Catherine Rabre.
Morgan J. Shea à Mlle Hannah McCarthy.
Victor Wilson à Mlle Aglaé Juden.

Naissances.

Mme D. Félix Fermente, une fille.
Mme William Haupter, un garçon.
Mme Bartolo Fallo, une fille.
Mme Andrew Jackson, un garçon.
Mme Chas. J. Haner, un garçon.

Décès.

George H. Stuppler, 47 mois, 208 rue South Liberty.
Annie Clark, 32 ans, 247 rue Tchoupitoulas.
Robert Hamilton, Jr., 2 ans, 655 1/2 rue Dryades.
Enoch Kamp, 371 rue South Franklin.
Mme Margaret M. Purcell, 47 ans, coin St-Jane et Peydras.
Florida Chester, 1 an, 78 rue Valleroe.
Emma Beckmair, 4 mois, rue Burthe, près Clinton.
Margaret Williams, 91 ans, coin Quatrième et Liberty.
Charles Prévost, 88 ans, coin Indépendance et Morales.

Ventes inscrites aux bureaux de l'annotateur des aliénations:

James R. Le Blanc et William R. Le Blanc à Antonio Agusti, un lot de terre dans le 3ème district, dans l'Pilet borné par les rues Claiborne, Robertson et Kerlerec.....$1000

Peoples Homestead Association à Charles C. Piper, un morceau de terre dans le 3ème district, dans l'Pilet borné par les rues Delachaise, Aline, Magazine et Constance.....$1400

Edgar Gelpi au American Homestead Association, un lot de terre dans le 3me district, dans l'Pilet borné par les rues Esplanade, Robertson, Kerlerec et Pilatte.....$736

Jacob Katz, Junette Lowinsohn et Samuel Lowinsohn à John Wigmann, un lot de terre dans le 4me district, dans l'Pilet borné par les rues Septième, Huitième, Chippewa et St-Thomas..$1250

John C. Keener, agent de Christian Keener, à Henry Willmann, une portion de terre dans le 7me District, dans l'Pilet borné par les rues Troisième, Short, Berthe et l'Avenue Carrollton... $500

Mme Elmyre Ollié, veuve de Honoré Labasse à Mlle Léonie Labasse, un lot de terre dans le 3me District, dans l'Pilet borné par les rues Esplanade, Français, Chartres et Decatur; 2. Deux lots de terre dans le 2ème District, dans l'Pilet borné par les rues Peters, Gallatin, Quartier et Hôpital; 3. Un lot de terre dans le 2me District, dans l'Pilet borné par les rues Bourgogne, Hôpital, Dauphine et Dresines; 4. un lot de terre dans le 2me district, dans l'Pilet borné par les rues Decatur, Peters, Conti et Bienville; 5—un lot de terre dans le 3me district, dans l'Pilet borné par les rues Decatur, Mandeville, Peter et Marigny.....$1,150

Rosanna Jottioni et als à Mme Oct. Carmel, un lot de terre dans le 3me district, dans l'Pilet borné par les rues Claiborne, Columbus, Derbigny et Kerlerec.....$400

Adam Fisher à Mme C. Ryan, une portion de terre dans le 7me district dans l'Pilet borné par les rues St-Charles, Levée, Short et l'Avenue Carrollton.....$150

John Jacob Ferrer à William Ferrer, un lot de terre dans le 1er district, dans l'Pilet borné par les rues Thalie, Erato, Remparts et Bassin.....$600

Héritiers de Ed. A. Johnson à William Mason, un lot de terre dans l'Pilet borné par les rues Gravier, Touti, Perdido et Rochelaye.....$105

Mme Jean Baptiste Glaudin à Pierre Duplan, un lot de terre dans le 1er district, dans l'Pilet borné par les rues Remparts, Bassin, Poydras et Perdido..$1000

Cour de District des Etats-Unis.—Les Etats-Unis contre E. S. Taylor & Cie.—Procès pour une somme de $23,000 et intérêts pour empiètement sur les terres publiques dans la paroisse de St Tammany.

Jos. A. Ailzen & Cie, contre Lugger Young Francis—Réclamation de $30 pour quayage resté impayé.

Cour civile de district.

Juge Houston.

Succession de Rose V. August.—Les héritiers sont reconnus et mis en possession.

Jacob Van Hoven contre Barbara Weller son épouse.—Divorce accordé.

Juge Monroe.

Elizabeth Machado contre Vincent Bonet son mari—Jugement en faveur du défendeur, rejetant la pétition de la demanderesse.

Edward Leonard contre Sarah Leonard—Le divorce est accordé.

Juge Tissot.

Maurice J. Hart contre Jas. Lynch—Procès pour $555.

Y. R. Le Monnier contre Peter Fink—Appel au jugement de la 3me Cour.

Edmond Rixner contre Placide Carrière—procès au sujet de la possession d'une propriété achetée à une vente faite en paiement des taxes.

August Rouxet contre Michel G. Camus—Procès pour moins de $1000.

Les inventaires des successions suivantes ont été faits:

Gustave Pottoff, total $2166 55; Mme Rose Wilson, total $1645; Elizabeth Detus, veuve de John H. Hasenkamp, etc., total $1000; Emile W. Sheffel, total $195; Christopher Ullman, total $7726; Joseph Hammer, total $325.

Cour Criminelle de District.

—Section B—Juge Baker.

J. Gideon Lastie, accusé de détournement alors qu'il remplissait les fonctions de collecteur pour la maison Cumberland Frères. Il aurait détourné des fonds au préjudice de cette maison pendant un espace de six mois

Acquittés.—Martin Scales, léger vol; Funny Raymond, même accusation; Annie Peuer, vol d'une paire de bas; Annie Short, vol d'une bague; Geo. Lewis, voies de fait sur Léna Bates.

—Le grand jury à commencé à examiner l'affaire de John Waltz, accusé de tentative d'incendie.

L'affaire de Paul Dominick, second du steamer américain "Jewel", accusé par un matelot du nom de Lombard, de coups et blessures, est venue hier matin devant le commissaire des Etats-Unis, Wright.

De nombreux témoins ont été entendus. Les témoins à charge, prétendent que le second armé d'un stick a blessé le matelot au nez, tandis que les témoins à décharge ont affirmé que le second n'avait pas de stick et que la blessure que porte Lombard au nez, lui a été faite par une prostituée.

Le temps faisant défaut pour assigner les témoins, l'affaire a été renvoyée à samedi et Dominick remis en liberté sous caution.

Cour du recorder Duvey.—Wm Barrell, ivresse, $5 ou 10 jours.

John Nora, vol d'une pendule, envoyé à la Maison de Refuge.

Frances Hill, pour insultes et abus, a été mis sous caution de $250.

John Dies, pour vues de faits du fournir une caution de $250.

Mme McCormack, pour insultes et abus, a été mise sous caution de $100.

Maggie Warner et Ernest Martin, pour s'être enivrés et avoir troublé la paix publique. $2.50 ou 10 jours chacun.

Jos Burke, pour ivresse et bris de paix, $25 ou 30 jours.

Cour du recorder Burthe.—Carrie Nicholas, prostituée arrêtée à l'encoignure des rues Douane et Bassin, $2.50 ou dix jours.

T. Albers et Mme Gallinger, pour violation d'une ordonnance de marché ont été arrêtés au Marché Français et condamnés à $2.50 d'amende.

C. Wolf, arrêté rue du Canal, entre Royale et Exchange Alley, pour s'être battu et avoir troublé la paix publique a été condamné à $25 ou trente jours.

Mme Bennett, ivresse et bris de paix, $5 ou dix jours.

L'affaire de J. R. Barr, agent de fret de la "Q. et C. R. R. Co.," accusé de détournement par M. M. Morrison, du "New York Transit Co.," a reçu un commencement d'instruction et a été renvoyée, après l'audition de quelques témoins, à mardi prochain, ou les livres de la compagnie devront être apportés en cour.

Explosion—Hier, à 9 heures du matin, le voisinage des rues Erato et South Peters a été mis en émoi par l'explosion du tambour d'une des étuves de la fabrique de la Presse Internationale de Coton. Le bâtiment a été considérablement endommagé; la rue est couverte de décombres, de briques et d'éclats de fer qui ont volé jusqu'au moulin a riz situé en face, et dont ils ont brisé portes et fenêtres.

Deux personnes seulement ont été victimes de cet accident, un enfant de 14 ans, nommé George Kahn, qui s'était mis à l'abri de la pluie dans le bâtiment de la presse, et un est mort, hier à 1 heure de l'après-midi; et Adolphe Clark, un homme de couleur remplissant les fonctions de pompier, qui a été cruellement brûlé par la vapeur et blessé par des briques et des débris de machine. Il est mort hier à 1 heure moins dix minutes, après d'horribles souffrances.

Cette chaudière avait été réparée il y a quelque temps, et l'on attribue l'explosion au peu de soin avec lequel fut faite cette réparation, car la chaudière a éclaté sous une pression relativement faible. Les pertes s'élèvent à $2000 environ.

Vols—John Nora, un garçon de couleur âgé de 12 ans, s'est introduit chez Mme Kelly, rue Louisiance No. 11 et lui a soustrait une pendule évaluée $10. Il a été arrêté dans la nuit de mardi à mercredi, à l'encoignure des rues Clio et Dryades.

Un voleur resté inconnu a volé un panier de haricots à l'étalage de John Waldman, au marché français.

Six d'un coup.—Marie, Joseph, Charles, William, Jacques et Eddie Werlein, enfants de Mme Pilet Morel, entre Julie et Cypirs, ont été arrêtés sur une accusation de voies de fait portée contre eux par M. O. J. Kaims.

Quatre autres.—Thomas James, Joseph Quinn, C. C. Gardet et Thomas Knable, accusés de voies de fait par M. Russel qu'ils ont battu durant une mêlée dans une épicerie de la rue Carondelet, ont été arrêtés par l'officier Griffin.

Athénée louisianais.

Concours littéraire de 1886.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, l'une comprenant les hommes, l'autre les femmes.

Chaque classe aura à traiter un sujet séparément.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

Le concours est ouvert à partir du 22 juin 1886 jusqu'au 25 février 1887, inclusivement.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le 26 février; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier réglé, avec une marge, et seulement sur le *recto* et les *lignes*; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une devise ou pseudonyme qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre seulement les enveloppes des concurrents qui ont mérité les médailles, pour s'assurer qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les deux manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les noms des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, s'exposera à être mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir jusqu'à nouvel ordre.

Les sujets choisis sont les suivants, et devront être traités en prose.

Pour les femmes:

NOUVELLE LOUISIANAISE, HISTORIQUE OU DE FANTAISIE, AU CHOIX DE LA CONCURRENTE,

Pour les hommes:

LAFAYETTE EN AMERIQUE.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER,
P. O. Box 3246.

DEPECHES

TÉLÉGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE

L'expulsion des Princes.

Paris, 23 juin—A trois heures cette après-midi, le gouvernement lancera un décret expulsant les Princes français du pays.

Ceux-ci quitteront la France ce soir. Un grand nombre de sénateurs et députés royalistes sont partis pour le Château d'Eu, afin de présenter leurs regrets au comte de Paris.

Le départ du comte de Paris.

Paris, 23 juin—La plupart des sénateurs et députés royalistes ont l'intention d'assister au départ de France du comte de Paris.

La Presse française condamne l'acte du gouvernement.—Précautions prises pour le départ des Princes.—Démissions d'ambassadeurs.

Paris, 23 juin—La police a reçu l'ordre d'arrêter toutes personnes qui feraient des démonstrations loyalistes séditieuses à Paris ou ailleurs, à l'occasion du départ des Princes expulsés.

Le comte Foucher de Careil, ambassadeur de France en Autriche, a donné sa démission et proteste contre l'acte de son gouvernement qui expulse les princes français.

On croit que M. Waddington, ambassadeur de France en Angleterre, résignera aussi pour la même raison.

Sa démission est attendue à chaque instant.

La Presse royaliste dit que l'adoption du bill d'expulsion, est le précurseur de la chute de la République.

Les journaux républicains modérés en général condamnent cette mesure et la déclarent injuste. Les journaux opportunistes demandent avec instance un gouvernement d'écarter les demandes des irréconciliables et des radicaux et sont en faveur d'une politique républicaine plus ferme.

Le Comte et la Comtesse de Paris et leur fils le Prince Louis Philippe, après avoir reçu leurs amis, s'embarqueront demain après-midi à Freeport.

Le manifeste du Comte sera lancé vendredi.

Le Prince Jérôme Napoléon se rend à Genève et son fils, le Prince Victor, à Bruxelles.

Aucun d'eux ne publiera, croit-on, de manifeste.

Les partisans du prince Victor feront, dit-on, une démonstration à la gare du chemin de fer, lorsqu'il partira.

Le Prince Victor Napoléon—Le Comte de Paris.

Paris, 23 juin—Le prince Victor et 15 de ses partisans les plus marquants, incluant le marquis de Valette et le baron Haussmann, sont partis aujourd'hui pour Bruxelles.

Le train sur lequel il se trouvait, a laissé la gare au milieu des cris de "Vive l'Empereur" "au revoir" et aussi de "Vive la République!" Il y a eu quelques sifflets et plusieurs personnes arrêtées.

Le comte de Paris, son fils et sa suite arriveront vendredi a Sunbridge ou ils vont demeurer.

Le comte lancera un manifeste protestant contre son expulsion et exposant le programme monarchique.

Départ des Princes.

Paris, 23 juin—Le prince Jérôme Napoléon est parti cette après-midi pour Genève. Il a été accompagné par un grand nombre de ses amis à la gare du chemin de fer, où une foule considérable était réunie.

Aucune démonstration néanmoins n'a été faite. Le prince Victor avant de partir pour Bruxelles, a dit aucours d'une entrevue qu'il a eu avec quelques amis, une protestation de ma part. Un peuple quelque fois prend sur lui d'ouvrir ses portes à un exilé. Je reste un représentant de l'Empire tel